

Special Perspectives 2024

Slalomer entre les risques

→ Éditorial



Slalomer entre les conflits

année 2024 commence avec un ciel toujours assombri, dont on espère qu'il se dégagera progressivement. Comme le précise le titre de notre hors-série annuel, nos entreprises n'auront d'autres choix que de « slalomer entre les conflits »

Si on décide de voir le verre à moitié plein, plusieurs motifs de réjouissance sont à souligner pour notre pays et pour notre réseau. Tout d'abord, la France se maintient en haut du panier dans le dernier classement des puissances mondiales du FMI. Même si elle perd une place par rapport à l'édition précédente, elle termine en 7º position après les États-Unis, la Chine, l'Allemagne, l'Inde, le Japon et la Grande-Bretagne. On peut également se féliciter de l'accord historique trouvé à la Cop 28 pour une transition hors des énergies fossiles d'ici à 2050.

Mais surtout l'année 2024 sera celle des Jeux Olympiques. Une belle vitrine assurément puisque la France sera sous les feux de la rampe pendant des semaines. Une raison suffisante pour que le gouvernement lance une grande campagne de promotion de la France dans le monde sous le slogan : « Make it iconic », auquel il a décidé de nous associer. Le président de la République, qui recevait pour la première fois les présidents de nos comités le 12 décembre dernier à l'Élysée, a bien insisté sur l'importance du travail que nous faisons. Depuis 125 ans, les CCE ont évolué pour devenir une force stratégique du commerce international, membre désormais à part entière de la France Team Export. Notre longévité témoigne de notre capacité à rester pertinents, voire cruciaux, à travers les époques. Cette rencontre au plus haut niveau de l'État était un hommage mérité à votre travail.

À mon tour de vous remercier pour votre implication au service de la France.

Tous mes vœux de santé et de réussite, à vous et vos familles, pour cette nouvelle année.

Sophe Sidos - vicat

Sophie Sidos-Vicat Présidente des conseillers du Commerce extérieur de la France

3 ÉDITORIAL

Slalomer entre les conflits

Par Sophie Sidos-Vicat

Q Analyses

7 PRÉVISIONS MACROÉCONOMIQUES

2024 : la résilience à l'épreuve

Par Ludovic Subran, CCE, chef économiste d'Allianz

11 MATIÈRES PREMIÈRES

Tassement général des prix

Par Philippe Chalmin, professeur émérite à l'Université Paris-Dauphine, président de CyclOpe

17 TRANSPORT

Bilan 2023 : la guerre des prix

Par Louis Pastré, CCE, président du groupe d'expertise transport logistique international

21 LUXE

Le luxe, champion des exportations françaises

Par Sandrine Weisz

24 CHATGPT

Un générateur de réponses qui soulève des questions

Par Guy de Rougemont, journaliste





Le monde

Europe

30 2023-2024, L'EUROPE À LA CROISÉE DES CHEMINS

Par Michel Derdevet, président de Confrontations Europe

- **37 GRÈCE : retour sur la scène économique** Par Sandrine Weisz
- 38 DROM-COM: l'Outre-mer mise sur l'économie bleue et verte

Par Gaëlle Picut, journaliste

Afrique

- 40 AFRIQUE : NOUVELLE MISE À L'ÉPREUVE
 - Par Patrick Sevaistre, vice-président de la commission Afrique et océan Indien
- 51 GABON: le pays cherche à diversifier son économie

Proche et Moyen-Orient

54 PROCHE ET MOYEN-ORIENT, LE POINT DE BASCULE

Par Anne Baer, présidente des CCE Israël

59 OMAN: un sultanat stable

Par Patrick Thienpont, président des CCE Oman

Asie-Pacifique

60 L'ÉCONOMIE EN ASIE-PACIFIQUE, ENTRE GÉOPOLITIQUE ET INNOVATION

Par Catherine Chauvinc, vice-présidente de la commission Asie-Pacifique

65 INDE : une puissance économique montante

Amérique du Nord

66 UN BILAN SCRUTÉ À LA PERSPECTIVE DES ÉLECTIONS 2024

Par Jean-François Boittin, expert associé des CCE, représentant du Medef aux États-Unis

Amérique latine

70 DANS UN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL FRAGMENTÉ, L'AMÉRIQUE LATINE CHERCHE SA VOIE

Par Florence Pinot de Villechenon, directrice de Cerale Europe à ESCP Business School

77 RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : grands projets d'infrastructures

Par Lyssandre Roberge, chargée de mission Amérique latine et Caraïbes, Cnccef

Strengthening control of your maritime domain













2024 : la résilience à l'épreuve

Si 2022 et 2023 ont été des années de grands bouleversements internationaux, 2024 ne devrait pas être en reste. Dans l'année qui vient, aux relations diplomatiques tendues et distendues, aux enjeux de gouvernance économique internationale vont se rajouter des incertitudes quant aux nombreuses élections: 60 % du PIB mondial est attendu aux urnes en 2024. Alors que la croissance mondiale ralentit, que l'inflation baisse timidement et que la situation budgétaire des pays pose question, l'économie pèse chaque jour davantage sur les entreprises après trois années plutôt fastes, et le risque pays revient sur le devant de la scène.

Par Ludovic Subran, CCE, chef économiste d'Allianz

L'économie plie mais ne rompt pas

En 2024, l'économie mondiale continuera de faire face aux défis connus ces deux dernières années. La croissance mondiale devrait ralentir encore, à 2,4 %,

contre 3,0 % en 2022 et 2,7 % en 2023, prise en étau entre le haut niveau des taux d'intérêt et les incertitudes géopolitiques. Le commerce mondial, en récession en 2023, ne devrait que marginalement rebondir,

contraint par la faible consommation des ménages européens notamment, et le ralentissement de la demande chinoise. La maîtrise progressive de l'inflation devrait permettre d'envisager des baisses de taux directeurs

→ Analyses Prévisions macroéconomiques

» des banques centrales à partir de la mi-2024 (aux États-Unis), même si celles-ci se sont jusqu'à présent montrées très précautionneuses, entre prix des matières premières volatiles, et risques de boucle prix-salaires (non avérés). Cependant, la transmission à la sphère réelle de cet assouplissement prendra du temps. Les entreprises souffrent actuellement de l'effet de rattrapage des salaires et d'une structure de coût toujours sous pression alors que la croissance de leurs chiffres d'affaires ralentit. Si les chocs économiques de ces deux dernières années s'estompent petit à petit, le maître-mot de 2024 sera certainement la prudence: dans la politique monétaire, dans les

perspectives de croissance, dans la politique internationale ou dans l'anticipation du mur budgétaire à venir.

Le défi budgétaire pèsera sur les politiques industrielles

Après avoir beaucoup profité de l'inflation pour rembourser la dette en 2022 et 2023, les économies développées se trouvent menacées, et aux États-Unis, la hausse des taux d'intérêt – combinée à des politiques budgétaires généreuses – pousse graduellement à l'explosion des déficits publics. Ainsi, les intérêts remboursés sur la dette devraient passer de 3,8 % du PIB en 2023 à 4,2 % en 2024, et le déficit public de -7,9 % du PIB

Le raidissement de la politique budgétaire pourrait peser sur l'émergence de nouveaux secteurs.

en 2023 à -8.4 % en 2024. Dans la zone euro aussi les menaces budgétaires pèseront sur 2024, même si après le soutien apporté à l'occasion de la guerre à l'Ukraine, la tendance est plutôt à la consolidation budgétaire. Dans un contexte de résurgence des politiques industrielles, où les États sont en concurrence pour attirer les investissements directs étrangers par des subventions - notamment l'Inflation Reduction Act et le Chips and Science Act aux États-Unis -, le raidissement de la politique budgétaire pourrait peser sur l'émergence de nouveaux secteurs industriels, parmi lesquels les secteurs participant à la transition écologique. Du côté des entreprises, le défi sera de





se préparer au remboursement des dettes contractées pendant le Covid-19, dues en masse fin 2024 et en 2025. Mais il y a peu de chances que des mesures fiscales audacieuses soient décidées en 2024, en particulier à cause des enjeux électoraux importants à venir.

2024 : grande paralysie?

En 2024, des élections se tiendront dans des pays représentant ensemble 60 % de la richesse mondiale. Parmi eux, les États-Unis d'Amérique seront amenés à se prononcer après une course à la présidentielle incertaine, les élections européennes seront susceptibles de faire apparaître un Parlement européen plus eurosceptique, le Royaume-Uni devra élire un nouveau Premier ministre probablement travailliste, Taïwan un nouveau président dans un contexte de tensions palpables Du côté des entreprises, le défi sera de se préparer au remboursement des dettes contractées pendant le Covid-19, dues en masse fin 2024 et en 2025. avec la Chine - pour n'en citer que quelques-uns. Les implications de telles élections au niveau international ne sauraient être sous-estimées, mais c'est au niveau national que s'exercent des pressions ex-ante: aux États-Unis, par exemple, les élections de novembre 2024, lors desquelles on assistera vraisemblablement à un duel entre Joe Biden et Donald Trump, projettent déjà leur ombre sur l'action politique de Biden, qui doit en plus composer avec une Chambre des représentants républicaine et un Sénat divisé bien que démocrate. Un certain climat attentiste s'installe dans la société, en vue d'un possible grand renouvellement - ou d'un grand bouleversement - de la composition politique des institutions, en premier lieu desquelles le Parlement européen. Les populistes d'Europe, poussés par la forte hausse des prix, la guerre en Ukraine et les ques-

tions d'immigration, voient leurs prévisions de sièges augmenter fortement, jusqu'à devenir la troisième force au Parlement. Le risque pays est en fait grandement déterminé par le risque politique dans un contexte de montée de l'extrême-droite, de fragilisation des institutions et de tensions internationales accrues. L'exemple de l'Argentine est frappant: Javier Milei, candidat antisystème, idéologiquement marqué à l'extrême-droite, économiste libertaire, a été élu en novembre sur un programme de dollarisation complète et d'abolition de la Banque centrale argentine, dans un contexte d'inflation galopante et de dépréciation du peso argentin. Si de telles aventures venaient à se produire dans d'autres régions du monde, les implications pour l'économie mondiale pourraient s'en faire cruellement ressentir, et le niveau de risque mondial s'accroître.

→ Analyses Prévisions macroéconomiques

Cinquante nuances de risques pays

Les pays du «Sud Global» sont loin d'être un bloc unique. Leur position partagée sur les grands conflits des deux dernières années en Ukraine et au Moven-Orient, leurs centres de gravité économique chaque jour plus loin de l'Occident grâce au commerce intrarégional, ou aux velléités de dédollarisation, n'en font pas du tout un ensemble homogène en termes de risques et d'opportunités. Il y a au moins quatre lignes de crête à garder en tête pour 2024 de l'Amérique latine, à l'Asie du Sud-Est, à l'Afrique et au Moyen-Orient.

La rivalité sino-américaine

Côté pile, certains marchés émergents ont bénéficié des efforts de découplage avec la Chine. Flux financiers et flux commerciaux s'orientent désormais vers le Vietnam, la Thaïlande, le Mexique, l'Inde pour n'en citer que quelquesuns. Côté face, le retour du président Trump et d'une nouvelle vague de tensions avec la Chine pourrait révéler les vulnérabilités des pays très dépendants de la Chine en Asie du Sud-Est ou en Afrique notamment.

La nouvelle donne énergétique

Avec des pays exportateurs de pétrole déterminés à garder les prix élevés, et un retour de la Russie comme fournisseur impossible à ce stade, certains pays gagnent en compétitivité énergétique (l'Indonésie ou encore la Tunisie, au gaz libyen si proche) alors que d'autres (Roumanie, République tchèque) naguère hauts lieux de délocalisations, semblent moins compétitifs.

Le « Sud Global » est loin d'être un bloc unique. Attention toutefois aux mesures chaque jour plus contraignantes sur le verdissement: la taxe carbone aux frontières européennes pénalisera notamment plusieurs pays africains exportateurs d'hydrocarbures.

La crédibilité des banques centrales

La plupart des pays émergents ont bien géré la hausse des taux exceptionnelle aux États-Unis et en Europe. Les monnaies sont restées résilientes, les balances des paiements se sont rééquilibrées. Certaines économies sont surprenantes: le Brésil, le Chili, le Pérou, la Pologne, la Hongrie ont commencé à baisser leurs taux. Pourtant quelques pays restent en zone de danger (dévaluation, crise des balances de paiement) face à un durcissement monétaire qui continuera au-delà des baisses de taux dans l'hémisphère nord: l'Égypte, le Nigeria, la Turquie notamment.

Visions et politiques industrielles à l'honneur

Alors que les États-Unis et l'Europe arment leurs politiques industrielles et prônent interventionnisme et protectionnisme, les pays émergents ne sont pas en reste. Les visions 2030 des pays du Golfe, les verticales technologiques et industrielles de l'Inde, ou de Singapour, sont autant de signes que les subventions et le protectionnisme seront de la partie en 2024.







INTERIM - CDD/CDI - FORMATIONS - SOLUTIONS ET CONSEIL RH



+20 ans d'expertise

50 agences au Maroc

intérimaires

51, Boulevard d'Anfa - Casablanca Tél.: +212 5 22 43 03 49 - Fax: +212 5 22 43 03 74



